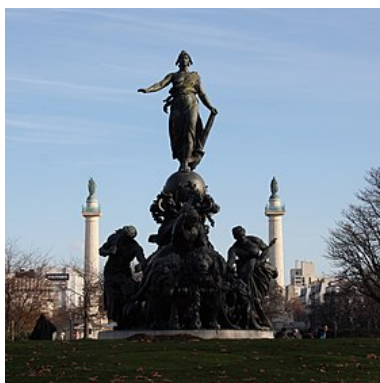


<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2482>



AU COMMENCEMENT, IL Y AVAIT LES NATIONS.

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : mercredi 15 juillet 2026

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Non pas des nations parfaites. Non pas des nations toujours sages. Mais des nations conscientes d'elles-mêmes, porteuses d'une histoire, d'une langue, d'une mémoire et d'une volonté politique.

Vieilles, imparfaites, souvent querelleuses, parfois contradictoires, mais dotées d'une caractéristique essentielle : leurs peuples pouvaient encore identifier le lieu où s'exerçait le pouvoir.

Puis vint l'Europe. Une idée généreuse, disait-on. Mettre en commun certaines compétences afin de garantir la paix, favoriser les échanges et affronter ensemble les défis du monde moderne. Qui aurait pu s'opposer à une telle ambition ?

Les peuples acceptèrent. Les États signèrent. Les gouvernements ratifièrent.

Puis, vint le coucou. Pas le coucou brutal qui chasse les occupants à coups d'ailes. Le coucou patient. Le coucou méthodique. Le coucou institutionnel.

Au départ, il était petit. Quelques compétences ici. Quelques règlements là. Un traité supplémentaire pour répondre à une difficulté. Une nouvelle agence pour résoudre un problème. Une nouvelle procédure pour harmoniser les pratiques.

Rien d'inquiétant. Rien qui mérite d'alarmer les nations.

Les années passèrent. Le coucou grandit. À chaque crise financière, il grandit. À chaque crise sanitaire, il grandit. À chaque crise migratoire, il grandit. À chaque crise géopolitique, il grandit.

Chaque difficulté devenait la preuve qu'il fallait davantage d'Europe. Jamais moins. Toujours plus. Toujours un peu plus. Toujours pour de bonnes raisons. Toujours au nom de l'efficacité. Toujours au nom de l'intérêt général.

Pendant ce temps, les nations continuaient leur tâche. Elles collectaient les impôts. Elles finançaient les administrations. Elles organisaient les élections. Elles assuraient les services publics. Elles entretenaient l'édifice, et continuaient à nourrir le coucou.

Le phénomène aurait pu passer inaperçu si la nature n'avait déjà écrit le scénario. Car le jeune coucou possède une particularité fascinante. Il finit par devenir plus gros que ses parents nourriciers. Le contraste est si saisissant qu'il en devient presque absurde.

De petits oiseaux s'épuisent à satisfaire un oisillon qui les dépasse désormais largement. Ils continuent pourtant. Comme si la force de l'habitude l'emportait sur l'évidence.

L'image dérange. C'est précisément pour cela qu'elle mérite d'être regardée.

Aujourd'hui, combien de citoyens savent précisément quelles décisions relèvent encore de leur Parlement national et lesquelles sont déjà encadrées par des normes européennes ? Combien savent où commence la souveraineté nationale et où elle s'arrête ? Combien peuvent identifier le responsable ultime d'une décision qui affecte leur quotidien ?

Les élections se succèdent. Les majorités changent. Les gouvernements tombent.

Mais de nombreux choix fondamentaux semblent suivre leur trajectoire propre, indépendamment des alternances politiques. Le peuple change les conducteurs. La direction générale du véhicule, quant à elle, reste inchangée.

Alors une question s'impose. Une question simple. Une question démocratique. Qui nourrit qui ?

L'Union européenne sert-elle encore les nations qui l'ont créée ? Ou les nations servent-elles désormais une construction politique devenue plus vaste qu'elles-mêmes ?

La question n'est pas celle de l'Europe. La question est celle de la mesure. Car toutes les institutions poursuivent naturellement leur croissance. Aucune administration ne réclame spontanément moins de compétences. Aucun pouvoir ne demande naturellement à réduire son influence.

L'histoire politique est remplie de structures créées pour servir et qui, avec le temps, ont cherché à se perpétuer elles-mêmes. L'Union européenne n'échappe pas à cette loi.

Et c'est ici que la vieille fable de la grenouille rejoint l'histoire du coucou. Depuis des décennies, on nous répète que les nations seraient trop petites pour affronter le monde. Qu'elles devraient transférer toujours davantage de pouvoirs vers une entité plus vaste. Plus forte. Plus ambitieuse. Plus intégrée.

Mais une question demeure. À partir de quelle taille cesse-t-on de construire un outil commun pour commencer à bâtir un pouvoir qui aspire à sa propre grandeur ? À partir de quel moment l'instrument cesse-t-il d'être un moyen pour devenir une fin ?

Les peuples européens méritent de débattre de cette question. Non dans la peur. Non dans la caricature. Mais avec lucidité.

Car une démocratie vivante ne se mesure pas à la taille de ses institutions. Elle se mesure à la capacité des citoyens à comprendre qui décide, à contrôler ceux qui gouvernent et, si nécessaire, à reprendre ce qu'ils ont délégué.

Faute de quoi, un matin, les peuples pourraient découvrir que le véritable maître des lieux n'est plus celui qu'ils croyaient. Et qu'en nourrissant le coucou, ils ont fini par oublier pourquoi ils avaient construit ce nid que l'on nomme l'Union Européenne.